



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSA Peugeot Citroën Mulhouse SNC

Route DE CHALAMPE
Ile Napoléon
68390 Sausheim

Références : 0006700467_2026_03_27_PSA(Général)_VIIC-AN2026-EAU-PFAS
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën Mulhouse SNC implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrivait dans l'action nationale 2026 relative aux principaux émetteurs de PFAS dans l'environnement.

Les référentiels retenus pour cette inspection sont:

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2025 concernant la mise en place d'une

surveillance trimestrielles PFAS/AOF sur les rejets aqueux du site et sur le puits de prélèvement amont;

- l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation;
- l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën Mulhouse SNC
- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage), il abrite également d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'air issues (en dehors de la chaufferie, fonderie, forge, peinture et mécanique) des ateliers usinage, ferrage, et montage.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Restitution correcte des résultats sur GIDAF	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF	AP Complémentaire du 25/07/2025, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation du	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	suivi trimestriel PFAS	25/07/2025, article 2	
2	Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment:

- Point de contrôle n°3: mauvaise retranscription sur la plateforme GIDAF des résultats de mesures de PFAS dans les eaux résiduelles
- Point de contrôle n°4: stratégie de recherche des molécules PFAS non concluante et qui ne permet pas d'identifier l'ensemble des molécules PFAS présentes sur le site

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation du suivi trimestriel PFAS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]l'exploitant met en œuvre une surveillance trimestrielle des rejets aqueux de ses installations pour les paramètres et substances listées en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Cette surveillance s'impose aux points de rejets N° 1, N° 4, N° 5 et N° 6 (selon le référencement de l'article 4.3.5 de l'arrêté du 10 octobre 2019) et aux puits d'alimentation en eau en amont du site.</p> <p>Les points de prélèvements retenus pour l'eau amont des points de rejets doit être représentative du fonctionnement des installations. L'exploitant est en mesure de démontrer la représentativité de ses échantillons constitués.</p> <p>Dans le cadre de la surveillance des rejets industriels, les eaux amont sont systématiquement analysées en même temps que les eaux rejetées (le contrôle de ces eaux passe a minima par un prélèvement sur l'alimentation générale des installations, ou peut être constitué par plusieurs échantillonnages au niveau des points définis par l'exploitant).</p> <p>Les modalités techniques relatives à la mise en œuvre des campagnes de mesures respectent les</p>

dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Afin de déterminer une corrélation entre une faible concentration en PFAS et AOF, il appartient à l'exploitant d'utiliser des limites de quantifications adaptées à l'objectif de recherche et de compréhension de l'origine des AOF en lien avec les PFAS susceptibles d'être prélevés dans les eaux amont, et émis dans les rejets des installations.

Les limites de quantification actuellement atteignables par les laboratoires agréés sont inférieures aux Limites de quantification réglementaires, et leur utilisation permettraient une meilleure identification des molécules susceptibles d'être présentes.

[...]

Constats :

Concernant la surveillance trimestrielle des rejets aqueux, l'Inspection s'est attaché à vérifier les déclarations réalisées par l'exploitant sur la plateforme GIDAF (Gestion Informatisé des Données d'Autosurveillance Fréquente).

Sur la plateforme, l'Inspection a constaté la présence des déclarations pour les 3 derniers trimestres (Octobre 2025, Décembre 2025 et Février 2026).

Étant donné que l'Arrêté Préfectoral Complémentaire a été notifié en juillet 2025 à l'exploitant, l'Inspection constate que l'exploitant a mis en place une surveillance trimestrielle.

Sur la plateforme, l'Inspection a également constaté la réalisation de la surveillance trimestrielle sur 5 points de contrôle:

- Prélèvement EAU Amont (puits 11) - Nappe
- Rejet Eaux industrielles - sortie établissement (vers le SIVOM)
- Rejet sortie station Degrémont
- Rejet sortie station des huiles
- Rejet sortie station Ultrafiltration

Après vérification, l'Inspection constate que ces points de mesures correspondent aux points de rejets N° 1, N° 4, N° 5 et N° 6 (selon le référencement de l'article 4.3.5 de l'arrêté du 10 octobre 2019) et à un puits d'alimentation en eau en amont du site.

Afin de vérifier les temps d'analyse, l'Inspection a vérifié les dates de prélèvements des points de mesures disponibles sur la plateforme GIDAF et par échantillonnage, l'Inspection s'est focalisée sur les 2 dernières campagnes trimestrielles :

Point de mesure PFAS	Date de prélèvement Campagne Décembre 2025	Date de prélèvement Campagne Février 2026
Amont - Puits 11 - Nappe	16 décembre 2025	04 février 2026
Aval Eaux industrielles - sortie établissement (vers le SIVOM)	16 décembre 2025	04 février 2026
Aval - sortie station Degrémont	16 décembre 2025	04 février 2026

Aval - sortie station des huiles	16 décembre 2025	04 février 2026
Aval - sortie station Ultrafiltration	16 décembre 2025	04 février 2026

L'Inspection constate que la partie Amont et la partie Aval sont bien prélevées au même moment.

Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2026, PFOS

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

Avant le contrôle, l'Inspection a vérifié les déclarations des analyses des campagnes AOF/PFAS sur la plateforme GIDAF par l'exploitant.

L'Inspection s'est attachée à vérifier les concentrations en PFOS (code SANDRE: 6561) déclarées par l'exploitant sur les 3 dernières campagnes d'analyses qu'il a réalisées :

Campagne	Date de Prélèvement	Réf. Rapport d'analyse - Rejet SIVOM	Concentration en P F O S (en microgrammes/L)
Octobre 2025	09 octobre 2025	AR-25-IX-276652-01	< 0.010
Décembre 2025	16 décembre 2025	AR-26-IX-006108-01	0.016

Février 2026	04 février 2026	AR-26-IX-041025-01	< 0.015
<p>Après étude des rapports d'analyses, l'Inspection a constaté l'absence de dépassement de la valeur limite de PFOS (25 microgrammes/L) pour les 3 campagnes d'analyses déclarées par l'exploitant.</p>			
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			

N° 3 : Restitution correcte des résultats sur GIDAF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 2															
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF															
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai d'un mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.</p>															
<p>Constats :</p> <p>Avant le contrôle, l'Inspection a vérifié les déclarations des analyses des 3 dernières campagnes trimestrielles PFAS/AOF sur la plateforme GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente).</p> <p>Par échantillonnage, l'Inspection s'est focalisée sur le point de rejet final du site (Eaux industrielles - SIVOM).</p> <p>Pour les 3 dernières campagnes trimestrielles réalisées, l'Inspection n'a pas constaté d'erreurs sur les unités, sur la dénomination des molécules PFAS mais des erreurs sur les retranscriptions de valeurs:</p> <table> <tr> <th>Campagne</th><th>Molécules</th><th>Valeur GIDAF (en microgramme / L)</th><th>Valeur rapport d'analyse (en microgramme / L)</th></tr> <tr> <td>Octobre 2025</td><td>PFHxS</td><td>0.13</td><td>0.013</td></tr> <tr> <td>Décembre 2025</td><td>PFOS</td><td>0.16</td><td>0.016</td></tr> </table>				Campagne	Molécules	Valeur GIDAF (en microgramme / L)	Valeur rapport d'analyse (en microgramme / L)	Octobre 2025	PFHxS	0.13	0.013	Décembre 2025	PFOS	0.16	0.016
Campagne	Molécules	Valeur GIDAF (en microgramme / L)	Valeur rapport d'analyse (en microgramme / L)												
Octobre 2025	PFHxS	0.13	0.013												
Décembre 2025	PFOS	0.16	0.016												
<p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p> <p>Compte-tenu des constats réalisés et des écarts portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement et propose une action corrective.</p>															
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>															

L'exploitant doit transmettre les résultats de campagnes trimestrielles de mesures sur la plateforme GIDAF conformément aux valeurs présentes sur les rapports d'analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2025, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Recherche AOF/PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où la surveillance imposée par l'article 2 démontre la contribution du site en rejets PFAS, l'exploitant maintient la surveillance pour les substances concernées, et met en œuvre un processus de recherche des origines des substances dont il est contributeur in-fine. Ce processus consiste à minima en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de nouvelles investigations (prélèvements et analyses) sur des points de rejets interne à l'établissement représentatifs des émissions identifiées, afin de déterminer les installations à l'origine des contaminations éventuellement constatées, • une reprise des recherches quant aux substances per- et polyfluoroalkylées, susceptibles d'être engagées dans les procédés via les matières premières, les produits de maintenance, et tout autre contributeur, avec une consultation des fournisseurs pour obtention d'éléments permettant de démontrer l'absence de substances per- et polyfluoroalkylées dans les éléments précités.
<p>Constats :</p> <p>En amont du contrôle, l'Inspection a analysé les déclarations GIDAF et les rapports de mesures PFAS pour les 3 dernières déclarations trimestrielles. Après étude, l'Inspection a constaté des dépassements des limites de quantification (LQ) au point de rejet final du site :</p> <p>- Déclaration d'Octobre 2025: Molécule 6:2 FTAB: 1.1 µg/L Augmentation de la LQ pour les molécules 6:2 FTOH et 8:2 FTOH: 250 ng/L AOF inférieur à la LQ: 20 µg/L</p> <p>- Déclaration de Décembre 2025: Augmentation de la LQ pour les molécules 6:2 FTOH et 8:2 FTOH: 100000 ng/L soit 100 µg/L Molécule 6:2 FTAB: 2.4 µg/L AOF supérieur à la LQ: 230 µg/L</p> <p>- Déclaration de Février 2026: Molécule 6:2 FTAB: 0.5 µg/L AOF supérieur à la LQ: 140 µg/L</p>

En complément de ces éléments pour le point de rejet final du site, l'Inspection a également constaté un important pic d'AOF au niveau du point de rejet interne de la station des huiles (2300 µg/L) avec également une augmentation de la LQ pour les molécules 6:2 FTOH et 8:2 FTOH: 100000 ng/L soit 100 µg/L pour la campagne de décembre 2025.

Au vu de ces éléments, l'Inspection a demandé des informations concernant la présence d'émulseurs à base de PFAS sur le site en amont de la visite d'inspection (en effet, les molécules 6:2 FTAB, 6:2 FTOH et 8:2 FTOH entrent dans la composition de la plupart des émulseurs contre les incendies).

Lors du contrôle, l'exploitant a présenté les éléments en lien avec les émulseurs présents sur le site.

Au niveau du service incendie interne au site, l'Inspection a constaté la présence de mousses incendie (TOWALEX 3% et SFPM 3/6%) pour les équipements suivants: RIA mousse et sprinklage (notamment au niveau de l'atelier laques du secteur Peinture), un fourgon mobile et un camion de pompier et des cuves GRV au niveau du bâtiment du service incendie interne pour un volume total de 6100 litres.

Après étude des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des deux produits, l'Inspection a constaté la présence de PFAS car la FDS du SFPM indique dans la rubrique 13 "*Ce produit contient des PFAS*" sans préciser la molécule et la FDS du TOWALEX indique dans la rubrique 2 la présence d'acide perfluorooctanoïque.

De plus, selon les dires de l'exploitant, les extincteurs eau+additif de classe B du site contiennent un additif à base de PFAS.

Après échange, l'exploitant a mis en place un plan d'action de substitution des émulseurs PFAS:

- arrêt des exercices incendie avec émulseur PFAS depuis Janvier 2025. Avant cette date, des exercices incendie étaient réalisés sur des véhicules en feu à plusieurs endroits sur le site ;
- arrêt des formations incendie des employés à l'aide d'extincteurs additif à base de PFAS depuis janvier 2025. Les formations avaient lieu aussi bien au niveau du centre pompier interne qu'à proximité directe des ateliers selon les dires de l'exploitant ;
- pas de déclenchement des installations fixes (RIA, sprinklage) à base PFAS depuis leur installation ;

- planning de substitution des PFAS: échelonnage jusqu'en décembre 2026 pour les installations RIA, stock GRV et fourgon ;

- concernant les extincteurs avec additif PFAS et le sprinklage, l'exploitant a indiqué que des études sont en cours afin de substituer les produits à base de PFAS.

Lors des visites d'inspections menées en 2024 et en 2025 sur la thématique PFAS, l'exploitant a présenté à l'Inspection une extraction de sa base de données dénommée CHEMA avec des recherches de produits contenant les mots -fluor, -fluoro dans leur dénomination .

Lors du présent contrôle, l'Inspection s'est attaché à comprendre comment fonctionnait la base CHEMA et comment l'extraction a été réalisée.

La base CHEMA contient l'ensemble des produits chimiques présents et utilisés sur le site.

L'exploitant ajoute les produits chimiques et les informations inscrites sur la FDS.

Le logiciel CHEMA extrait les données des différentes rubriques à base du fichier PDF de la FDS. Pour exemple, sur un produit chimique donné, la base CHEMA va se baser sur les éléments présents dans la rubrique 3 "composition/informations sur les composants" pour extraire les molécules présentes dans la composition du produit.

Or, l'exploitant a indiqué oralement à l'Inspection que les produits émulseurs à base de PFAS du service pompier interne étaient bien présents dans la base CHEMA mais que ceux-ci n'étaient pas ressortis dans les extractions de la base CHEMA présentées lors des visites d'inspection des années 2024 et 2025.

Selon les dires de l'exploitant, les extractions de la base CHEMA se basent sur les éléments de la rubrique 3 de la FDS. Or, sur les FDS des émulseurs, ces informations se situent dans les rubriques 2 ou 13.

L'Inspection constate donc que les produits à base de PFAS sur le site de l'exploitant ne ressortent pas lors des extractions de la base CHEMA à partir des mots -fluor et -fluoro. Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée. Notamment sur la partie recherches des substances per- et polyfluoroalkylées, susceptibles d'être engagées dans les procédés via les matières premières, les produits de maintenance, et tout autre contributeur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de réaliser un listing des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Il lui appartient notamment de revoir les extractions de sa base de données CHEMA afin qu'elle permette d'identifier les PFAS présents sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois